

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
**DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES**

BURKINA FASO
Unité - Progrès – Justice

Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances

2^e trimestre 2023

Août 2023

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET
DES STATISTIQUES SECTORIELLES

BURKINA FASO
Unité - Progrès – Justice

Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances

2^e trimestre 2023

Août 2023

Table des matières

TABLE DES MATIERES	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES	7
AVANT-PROPOS.....	8
I. PILOTAGE DE L'ECONOMIE ET DU DEVELOPPEMENT.....	9
I.1. COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION	9
I.2. STATISTIQUES RELATIVES AUX ACTIVITES INDUSTRIELLES	10
I.3. NIVEAU GENERAL DES PRIX.....	12
I.4. BALANCE DES PAIEMENTS	14
I.5. SITUATION MONETAIRE	15
I.6. COMMERCE EXTERIEUR	18
I.7. TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT	21
I.8. GESTION OPERATIONNELLE DE L'ECONOMIE ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT	22
II. MOBILISATION DES RESSOURCES.....	23
II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES.....	23
II.2. ÉMISSIONS DES TITRES PUBLICS	25
II.3. DECAISSEMENTS DES APPUIS BUDGETAIRES	25
III. GESTION BUDGETAIRE, TENUE DES COMPTES PUBLICS, EXERCICE DE LA TUTELLE ET SUPERVISION DES SYSTEMES FINANCIERS	27
III.1. EXECUTION DES DEPENSES	27
III.2. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	28
III.3. SUIVI DE QUELQUES INDICATEURS DE RESULTATS	30
IV. CONTROLE, AUDIT ET SAUVEGARDE DES INTERETS DE L'ETAT.....	31
IV.1 CONTROLE, AUDIT ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE FAUX ET LA CORRUPTION	31
IV.2 PREVENTION ET GESTION DU CONTENTIEUX DE L'ETAT.....	32

Sigles et abréviations

AID	Autres institutions de Dépôts
AEN	Actifs extérieurs nets
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BD	Base de données
DGB	Direction générale du budget
DGCMEF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	Direction générale de la coopération
DGD	Direction générale des douanes
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	Direction générale des impôts
DGTCP	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
EPE	Établissement public de l'État
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FOB	Free on board (sans frais à bord)
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	Indice harmonisé de la production industrielle
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
LFI	Loi de finances initiale
LFР	Loi de finances rectificative
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
MSMF 2000	Manuel de statistiques monétaires et financières (2000)
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d'investissement public
PTA	Plan de travail annuel
SYGADE	Système des gestion et d'analyse de la dette
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat

Liste des tableaux

Tableau I.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute par branche d'activités en volume aux prix de l'année précédente en chaînés et corrigés des variations saisonnières (en milliards FCFA)	9
Tableau I.2 : Indice de la production industrielle (IPI) trimestriel (base 100 en 2015), par branches d'activités	10
Tableau I.3 : Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction des douze derniers mois (Base 100 en 2014)	12
Tableau I.4 : Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)	13
Tableau I.5 : Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) trimestriel selon les nomenclatures secondaires (Base 100: année 2014)	13
Tableau I.6: Évolution trimestrielle de la balance des paiements en termes de règlements (Soldes en milliards FCFA)	14
Tableau I.7 : Situation trimestrielle de la Banque centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	15
Tableau I.8 : Situation trimestrielle des Autres Institutions de Dépôts (AID) selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	16
Tableau I.9 : Situation trimestrielle des créances nettes sur l'Administration centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	16
Tableau I.10 : Évolution trimestrielle des agrégats de monnaie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	17
Tableau I.11 : Évolution trimestrielle des créances sur l'économie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	17
Tableau I.12 : Évolution trimestrielle des principaux produits exportés : valeur FOB (en milliards FCFA)	18
Tableau I.13 : Évolution trimestrielle des exportations par pays de destination : valeur FOB (milliards FCFA)	19
Tableau I.14 : Évolution trimestrielle des importations des principaux produits mis à la consommation (en milliards FCFA)	19
Tableau I.15 : Évolution trimestrielle des importations de mise à la consommation par pays d'origine (en milliards FCFA)	20
Tableau I.16 : Évolution trimestrielle des opérations de recettes et dons (en milliards FCFA)	21
Tableau I.17 : Évolution trimestrielle des opérations de dépenses totales et prêts nets (en milliards FCFA)	21
Tableau I.18 : Évolution trimestrielle des soldes caractéristiques et des financements des opérations financières de l'État (en milliards FCFA)	22
Tableau I.19 : Évolution du financement des startup, de l'inclusion financière et de l'exécution du PIP	22
Tableau II.1 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées (en milliards FCFA)	23
Tableau II.2 : Évolution trimestrielle des recettes minières (en milliards FCFA)	24
Tableau II.3 : Situation des émissions trimestrielles de titres publics par la DGTCP	25
Tableau II.4 : Situation trimestrielle des décaissements au titre des appuis budgétaires par source de financement (en milliards FCFA)	25
Tableau II.5 : Situation trimestrielle des décaissements au titre des appuis budgétaires par type et par partenaire (en milliards FCFA)	26
Tableau II.6 : Évolution des taux de recouvrement des recettes (en %)	26
Tableau III.1 : Évolution trimestrielle de la situation des dépenses de l'État, engagées et visées (en milliards FCFA)	27
Tableau III.2 : Évolution trimestrielle de l'encours de la dette extérieure en fin de période (en milliards FCFA)	28
Tableau III.3 : Évolution trimestrielle de l'encours de la dette intérieure en fin de période (en milliards FCFA)	29
Tableau III.4 : Évolution trimestrielle du service de la dette publique par catégorie en milliards FCFA	29
Tableau III.5 : Évolution trimestrielle du service de la dette publique (principal et charges), en milliards FCFA	30
Tableau III.6 : Quelques indicateurs de résultats	30
Tableau IV.1 : Répartition trimestrielle des marchés publics approuvés selon le mode de passation (en nombre)	31
Tableau IV.2 : Répartition trimestrielle des marchés publics approuvés selon le mode de passation (en milliards FCFA)	31
Tableau IV.3 : Quelques indicateurs relatifs au contrôle et audit	32
Tableau IV.4 : Quelques indicateurs de sauvegarde des intérêts de l'Etat (en %)	32

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution trimestrielle de la contribution à la croissance en volume du PIB, CVS (en points de pourcentage)	9
Graphique 2 : Évolution trimestrielle des exportations, des importations et du solde commercial (en milliards FCFA)	18
Graphique 3 : Évolution trimestrielle des taux de recouvrement par régie de recette	24

Avant-propos

Le Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances est produit par la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective (MEFP). Il est élaboré à partir des informations collectées auprès des structures du MEFP et de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur les activités réalisées au cours de chaque trimestre de l'année.

Il contient un ensemble de statistiques essentielles permettant d'apprécier, sur une base trimestrielle, les efforts des structures du ministère dans l'exécution de leurs missions, notamment en matière de production statistique pour les programmes budgétaires opérationnels du département.

L'élaboration du bulletin repose sur la fourniture de données statistiques par domaines, regroupées suivant les quatre (04) programmes budgétaires opérationnels du MEFP :

- pilotage de l'économie et du développement ;
- mobilisation des ressources ;
- gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers ;
- contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'État.

Le présent bulletin statistique est élaboré pour rendre compte des activités réalisées au titre du deuxième trimestre de l'année 2023. Il sera diffusé sur les sites internet du MEFP (www.finances.gov.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).

La Directrice Générale des Études
et des Statistiques Sectorielles

Aïssata SANE/CONGO
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

I. Pilotage de l'économie et du développement

Une des missions principales du MEFP est de produire les statistiques nécessaires au pilotage de l'économie et du développement. En plus des données des enquêtes périodiques, des efforts sont faits par le ministère pour la production de statistiques infra-annuelles dont les principales sont présentées dans le présent document. Toutefois, compte tenu de leur calendrier de diffusion, les données sur les comptes nationaux et celles relatives à l'Indice de la production industrielle ne sont pas disponibles au moment de l'élaboration du présent bulletin statistique. L'analyse est faite en tenant compte des dernières informations disponibles.

I.1. Comptes économiques de la Nation¹

Le PIB réel au quatrième trimestre 2022 est en dégradation de 3,30 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. Cette contreperformance est due principalement à la baisse de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (-44,00 milliards FCFA).

En comparaison à la même période en 2021, le PIB réel a connu une progression de 53,00 milliards FCFA, liée à la hausse en valeur ajoutée des secteurs tertiaire (+69,80 milliards FCFA) et primaire (+66,80 milliards FCFA). La valeur ajoutée du secteur secondaire ayant enregistré une baisse de 57,10 milliards FCFA.

Tableau I.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute par branche d'activités en volume aux prix de l'année précédente en chaînés et corrigés des variations saisonnières (en milliards FCFA)

	T1_2022	T2_2022	T3_2022	T4_2022	T1_2023	T2_2023	Variation (en milliards FCFA) ²	
							Trim	An
Secteur primaire	468,00	477,10	494,10	499,70	nd	nd	5,60	66,80
Secteur secondaire	600,50	631,10	573,10	596,40	nd	nd	23,30	-57,12
Secteur tertiaire	1 029,60	1 111,70	1 141,30	1 097,30	nd	nd	-44,00	69,80
Total	2 105,50	2 227,60	2 204,30	2 194,50	nd	nd	-9,80	59,80
Impôts et taxes	264,70	280,60	257,70	266,80	nd	nd	9,10	-11,50
PIB	2 369,90	2 507,80	2 466,60	2 463,30	nd	nd	-3,30	53,00
Ecart statistique / de chaînage	-0,20	-0,40	4,60	2,00	nd	nd		

Source : INSD, comptes nationaux trimestriels 2021-2022

En valeur relative, le PIB réel au quatrième trimestre 2022 a baissé de 0,1% par rapport au trimestre précédent imputable à la baisse du secteur tertiaire (-1,8%).

S'agissant des contributions sectorielles à la croissance du PIB, les secteurs secondaire et primaire ont contribué respectivement à hauteur de 0,94 point et 0,23 point de pourcentage. Par rapport au trimestre précédent, le secteur secondaire a enregistré une amélioration en termes de contribution de 3,26 points de pourcentage.

Graphique 1 : Evolution trimestrielle de la contribution à la croissance en volume du PIB, CVS (en points de pourcentage)



Source : DGESS à partir des données des Compte nationaux trimestriels de l'INSD

¹ Conformément au calendrier de diffusion, les données des comptes nationaux sont diffusées 90 jours après la fin du trimestre

² Il s'agit de la différence entre le 3^{ème} trimestre et le 2^{ème} trimestre 2022 pour la variation trimestrielle et entre 3^{ème} trimestre 2022 et le 3^{ème} trimestre 2021 pour la variation annuelle

I.2. Statistiques relatives aux activités industrielles³

L'Indice de la production industrielle (IPI) mesure l'évolution de la production en volume des biens et services industriels (biens fabriqués ou transformés et services industriels fournis ou sous traités) des unités industrielles résidentes au Burkina Faso.

La production en volume des industries extractives au quatrième trimestre 2022 est en augmentation de 38,4% par rapport au troisième trimestre 2022, attribuable à l'extraction de minerais métalliques (+42,7%). Quant aux activités de soutien aux industries extractives, elles sont en baisse de 30,6%. En glissement annuel, la production des industries extractives a augmenté en volume de 16,1%.

S'agissant de la production en volume des industries manufacturières, elle a enregistré une hausse de 9,8%, en lien principalement avec l'accroissement de la production dans les branches « Fabrication de produits à base de tabac » (+101,1%), « Imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+62,7%), « Fabrication de produits chimiques » (+44,2%), « Fabrication de boissons » (+43,2%), « Extraction de minerais métalliques » (+42,7) et « Travail du caoutchouc et du plastique » (+27,2%). Comparé à la même période de l'année 2021, la production des industries manufacturières est en hausse de 2,5%.

Concernant la production en volume dans l'industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau, elle a observé une hausse de 7,2%, en lien avec la hausse simultanée de ses deux composantes. Par rapport au 4^{ème} trimestre de l'année précédente, elle a enregistré une hausse de 0,4%.

Tableau I.2 : Evolution trimestrielle de l'Indice de la production industrielle (IPI) (base 100 en 2015), par branches d'activités

	Pond.	T1_2022	T2_2022	T3_2022	T4_2022	T1-2023	T2_2023	Glissement (%) ⁴	
								Trim.	An
Egrenage du coton	314,3		nd	nd		nd	nd	--100,00	
Industries extractives	5318	115,10	118,70	101,90	141,00	nd	nd	38,37	16,05
Extraction de minerais métalliques	5072,7	108,10	111,60	93,60	133,60	nd	nd	42,74	17,30
Activités de soutien aux industries extractives	245,7	229,70	227,70	315,70	219,10	nd	nd	-30,60	-15,76
Industries manufacturières	3948	126,50	128,10	130,20	142,90	nd	nd	9,75	2,51
Fabrication de produits alimentaires	1948,8	90,50	96,30	80,50	81,10	nd	nd	0,75	-16,13
Fabrication de boissons	663,4	130,70	131,90	160,70	230,10	nd	nd	43,19	35,67
Fabrication de produits à base de tabac	18,9	133,10	132,30	63,40	127,50	nd	nd	101,10	-8,14
Activités de fabrication de textiles	285,7	136,90	115,00	109,30	100,60	nd	nd	-7,96	2,34
Fabrication d'articles d'habillement	197,9	332,80	313,90	271,60	172,70	nd	nd	-36,41	-52,23
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,2	36,50	28,40	28,40	12,30	nd	nd	-56,69	-2,38
Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	120,6	148,50	136,50	177,80	167,30	nd	nd	-5,91	44,85

³ Conformément au calendrier de diffusion, les données sur la production industrielle sont diffusées 90 jours après la fin du trimestre

⁴ Il s'agit de la différence entre le 4^{ème} trimestre 2022 et le 3^{ème} trimestre 2022 pour le glissement trimestriel et entre 4^{ème} trimestre 2022 et le 3^{ème} trimestre 2021 pour le glissement annuel

	Pond.	T1_2022	T2_2022	T3_2022	T4_2022	T1-2023	T2_2023	Glissement (%) ⁴	
								Trim.	An
Fabrication du papier et du carton	2,5	423,00	304,20	198,30	215,90	nd	nd	8,88	-39,27
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	58,4	215,30	204,00	124,90	203,20	nd	nd	62,69	17,39
Fabrication de produits chimiques	94,0	141,20	132,40	147,60	212,90	nd	nd	44,24	4,26
Travail du caoutchouc et du plastique	1,5	166,70	163,70	119,30	151,70	nd	nd	27,16	-49,97
Fabrication de matériaux minéraux	192,3	94,00	90,90	102,60	102,90	nd	nd	0,29	-3,11
Métallurgie	106,2	57,10	56,30	53,70	58,40	nd	nd	8,75	-16,21
Fabrication d'ouvrages en métaux	228,0	156,00	193,00	413,80	435,50	nd	nd	5,24	87,63
Fabrication de meubles et matelas	22,1	262,30	295,10	266,70	192,70	nd	nd	-27,75	-28,60
Autres industries manufacturières	7,9					nd	nd	-	-
Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	419	387,90	409,60	355,00	380,50	nd	nd	7,18	0,42
Production et distribution d'électricité et de gaz	317,1	389,10	414,50	342,40	362,80	nd	nd	5,96	-4,38
Captage, traitement et distribution d'eau	101,9	217,30	223,40	222,10	245,10	nd	nd	10,36	14,69

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes trimestrielles de l'IPI

I.3. Niveau général des prix

Le niveau général des prix, mesuré par l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a connu une hausse continue au deuxième trimestre 2023 passant de 122,50 au mois d'avril à 126,04 à fin juin.

Tableau I.3 : Evolution mensuelle au cours des douze derniers mois de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)

	Pond.	juil. 2022	aoû. 2022	sept. 2022	Oct. 2022	Nov. 2022	Dec. 2022	Jan. 2023	Fev. 2023	Mar. 2023	Avr. 2023	Mai 2023	Jui. 2023
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5016,8	138,16	142,22	146,42	146,62	143,59	138,98	134,00	134,50	135,00	136,29	138,38	141,18
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	285,0	163,76	158,28	157,66	154,24	147,92	148,84	156,80	155,80	158,70	153,80	163,54	162,31
Articles d'habillement et chaussures	627,5	101,58	101,61	101,70	101,71	101,71	101,71	101,70	101,80	101,70	101,68	101,68	101,68
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	919,7	101,26	102,70	102,73	105,40	105,10	105,63	108,90	108,10	108,10	107,82	107,92	113,59
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	480,2	101,60	101,60	101,61	102,08	102,08	102,08	102,10	102,10	102,00	102,00	102,00	102,00
Santé	225,9	100,61	100,61	100,61	100,66	100,66	100,66	100,70	100,70	106,50	106,49	106,54	106,54
Transports	848,8	99,19	103,79	104,96	106,25	106,33	106,33	106,30	107,90	110,60	110,52	110,52	110,52
Communication	260,8	98,74	98,74	98,74	98,74	98,74	98,74	98,70	98,70	98,70	98,74	98,74	98,74
Loisirs et culture	134,6	101,14	101,27	101,30	101,91	102,04	102,04	102,00	102,00	101,10	101,18	101,18	101,21
Enseignement	172,1	112,14	112,14	112,14	113,79	114,07	114,07	114,10	114,10	114,10	114,07	114,07	114,07
Restaurants et hôtels	622,3	107,07	107,20	107,73	108,69	108,76	109,00	109,10	110,00	111,50	111,57	111,88	112,63
Biens et services divers	406,3	101,38	101,38	101,38	101,40	101,40	101,40	101,40	101,40	102,30	102,33	102,38	102,38
Indice global	10000,0	122,22	124,51	126,95	127,54	125,75	123,24	121,00	121,30	122,10	122,50	124,08	126,04

Au deuxième trimestre, l'IHPC s'établit à 124,2 points, soit une hausse de 2,2% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est due principalement à celle des prix des produits des fonctions « Santé » (+3,8%), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,1%) et « Transports » (+2,1%).

En glissement annuel, l'IHPC du deuxième trimestre 2023 a baissé de 0,3% par rapport à la même période en 2022. Cette baisse est attribuable principalement à la contraction des prix de la branche « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-2,6%).

Tableau I.4 : Evolution sur quelques trimestres de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)

	Pond.	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement (%)	
						Trim.	Annuel
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5016,77	106,40	142,27	134,50	138,62	3,06	-2,57
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	285,00	128,50	159,90	157,10	159,88	1,77	-0,01
Articles d'habillement et chaussures	627,47	101,30	101,63	101,70	101,68	-0,02	0,05
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	919,70	98,90	102,23	108,30	109,78	1,36	7,38
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	480,24	101,30	101,60	102,00	102,00	0,00	0,39
Santé	225,91	100,50	100,61	102,60	106,52	3,82	5,88
Transports	848,84	98,20	102,65	108,30	110,52	2,05	7,67
Communication	260,84	98,80	98,74	98,70	98,74	0,04	0,00
Loisirs et culture	134,63	101,20	101,24	101,70	101,19	-0,50	-0,05
Enseignement	172,05	107,80	112,14	114,10	114,07	-0,03	1,72
Restaurants et hôtels	622,29	105,50	107,33	110,20	112,03	1,66	4,37
Biens et services divers	406,26	100,90	101,38	101,70	102,36	0,65	0,97
Indice global	10000,00	104,30	124,56	121,50	124,21	2,23	-0,28

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes mensuelles de l'IHPC, nos calculs

En considérant les nomenclatures secondaires, la hausse du niveau général des prix au deuxième trimestre est imputable principalement à la hausse des prix des « Produits frais » (+4,3%). Suivant l'origine, les « Produits locaux » avec une croissance de 2,9% ont le plus impacté la hausse du niveau général des prix. Selon la durabilité, cette hausse est imputable principalement aux « Produits semi-durables » qui ont enregistré une progression de 2,8%. S'agissant de la classification des produits par secteur, la hausse des prix au deuxième trimestre est imputable au prix des produits du secteur primaire (+3,8%).

En glissement annuel, la contraction de 0,3% de l'IHPC est attribuable essentiellement à la baisse des indices des prix des « Produits frais » (-4,9%), des « Produits locaux » (-1,7%) et des produits du secteur primaire (-4,1%).

Tableau I.5 : Evolution trimestrielle de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) selon les nomenclatures secondaires (Base 100: année 2014)

	Pondération	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement (%)	
						Trim.	Annuel
Volatilité							
Energie	676,84	96,20	101,21	113,50	116,76	2,87	15,36
Produits frais	2868,08	116,90	161,66	147,50	153,79	4,27	-4,87
Hors produits frais et énergie	6455,08	105,30	110,73	111,40	112,66	1,13	1,74
Origine							
Local	6830,58	110,20	132,52	126,70	130,34	2,87	-1,65
Importé	3169,42	102,20	107,94	110,90	111,79	0,80	3,56
Durabilité							
Durable	325,96	100,30	100,26	101,20	103,08	1,86	2,81
Non durable	6440,62	101,50	101,67	102,10	102,40	0,29	0,71
Semi durable	1152,38	111,00	136,23	131,40	135,11	2,83	-0,82
Services	2081,04	102,60	104,86	106,70	108,17	1,38	3,16
Sectorisation							
Primaire	3639,58	116,80	153,77	142,10	147,52	3,81	-4,07
Secondaire	4279,38	103,30	109,25	111,80	112,83	0,92	3,27
Tertiaire	2081,04	102,60	104,86	106,70	108,18	1,38	3,16
Indice global	10000,00	107,30	124,56	121,50	124,21	2,23	-0,28

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes mensuelles de l'IHPC, nos calculs

I.4. Balance des paiements

Au premier trimestre 2023, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global déficitaire de 314,32 milliards FCFA, en détérioration de 27,01 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. La dégradation du déficit du solde global en variation trimestrielle est attribuable aux sorties nettes de capitaux du compte financier (+106,37 milliards FCFA), atténuée par l'amélioration des comptes des transactions courantes (+34,47 milliards FCFA) et de capital (+53,35 milliards FCFA).

Comparée à la même période en 2022, le solde global s'est détérioré de 84,18 milliards FCFA.

Tableau I.6: Évolution trimestrielle de la balance des paiements en termes de règlements (Soldes en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Variation ⁵	
					Trim.	Annuel
Compte des transactions courantes	145,75	-79,28	-198,45	nd	34,47	-240,65
Biens et services	137,26	-46,47	-95,83	nd	70,87	-180,83
Biens	252,82	76,87	9,70	nd	35,50	-176,35
Services	-115,56	-123,34	-105,53	nd	35,37	-4,48
Revenu primaire	-79,93	-117,82	-174,36	nd	-42,52	-50,12
Revenu secondaire	88,42	85,02	71,74	nd	6,12	-9,69
Compte de capital	50,24	112,51	124,92	nd	53,35	103,71
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	196,00	33,23	-73,53	nd	87,82	-136,94
Compte financier	193,05	138,14	236,02	nd	106,37	-53,83
Investissement direct	-19,47	17,91	-19,56	nd	43,26	-6,54
Investissements de portefeuille	-105,40	-116,10	-103,61	nd	-3,86	4,39
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00	nd	0,00	0,00
Autres investissements	315,71	236,33	359,19	nd	66,97	-51,68
Erreurs et omissions nettes	-2,95	-4,60	-4,77	nd	-8,46	-1,07
Solde global	185,85	-109,51	-314,32	nd	-27,01	-84,18

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

⁵ Il s'agit de la différence entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 4^{ème} trimestre 2022 pour la variation trimestrielle et entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2022 pour la variation annuelle.

I.5. Situation monétaire

Au deuxième trimestre 2023, les actifs extérieurs nets (AEN) de la Banque Centrale ont régressé de 12,34 milliards FCFA par rapport au premier trimestre 2023. Cette baisse résulte d'une l'augmentation des créances sur les non-résidents (+185,75 milliards FCFA), contrebalancée par la hausse relative des Créances nettes sur les autres institutions de dépôt (+96,84 milliards FCFA). Comparé à la même période de l'année 2022, les AEN ont régressé de -402,01 milliards FCFA.

Les créances de la BCEAO sur les autres secteurs (créances nettes sur l'économie) ont augmenté au deuxième trimestre de 94,91 milliards FCFA par rapport au premier trimestre de 2023. En comparaison à la même période de 2022, elles sont en hausse de 80,53 milliards FCFA.

a supprimé: 2023

La Base monétaire, quant à elle, est en progression de 105,91 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elle est en hausse de 120,76 milliards FCFA, due principalement à la hausse de la Circulation fiduciaire (+139,48 milliards FCFA).

Tableau I.7 : Situation trimestrielle de la Banque centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Actifs						
Actifs extérieurs nets	600,90	-2,02	-391,69	-404,02	-12,34	-402,01
Créances sur les non-résidents	1097,32	915,36	310,95	496,70	185,75	-418,65
Engagements envers les non-résidents	496,42	917,38	702,64	900,73	198,09	-16,65
Créances nettes sur les autres institutions de dépôt	710,30	1165,77	1547,46	1644,30	96,84	478,52
Créances nettes sur l'administration centrale	-315,44	43,23	28,86	123,77	94,91	80,53
Créances nettes sur les autres secteurs	7,92	8,90	9,23	9,36	0,13	0,46
Passifs						
Base monétaire	1012,58	1228,75	1243,60	1349,51	105,91	120,76
Circulation fiduciaire	730,79	923,89	983,01	1063,37	80,35	139,48
Engagements envers les autres institutions de dépôt	279,36	304,16	259,71	285,46	25,75	-18,71
Engagements envers les autres secteurs	2,43	0,70	0,88	0,69	-0,19	-0,01
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,63	0,50	3,92	4,26	0,34	3,76
Actions et autres titres de participation	4,04	6,10	9,19	25,69	16,50	19,59
Autres postes (net)	-13,57	-19,46	-62,85	-6,07	56,78	13,39

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Les actifs extérieurs nets des « Autres Institutions de Dépôts (AID) » ont régressé de 546,73 milliards FCFA (-21,1%) en glissement trimestriel. En glissement annuel, ils ont baissé de 142,74 milliards FCFA (-6,5%).

S'agissant des créances nettes sur les autres secteurs, elles ont augmenté de 167,90 milliards FCFA (+4,2%) au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2022, elles ont progressé de 277,26 milliards FCFA (+7,2%).

Au titre des passifs, les engagements envers la banque centrale se sont accrus de 99,51 milliards FCFA (+6,4%) au deuxième 2023 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils se sont accrus de 478,60 milliards FCFA (+41,1%). Quant aux dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large, ils ont enregistré une hausse de 140,04 milliards FCFA (+6,2%) au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2022, ils ont connu une régression de 35,58 milliards FCFA (-1,5%).

Tableau I.8 : Situation trimestrielle des Autres Institutions de Dépôts (AID) selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Actifs						
Actifs extérieurs nets	1911,54	2 299,12	2 049,44	2 274,33	224,89	-24,79
Créances nettes sur la Banque Centrale	337,51	457,58	379,73	528,58	148,85	71,01
Créances nettes sur l'administration centrale	298,58	43,00	310,81	282,13	-28,68	239,14
Créances nettes sur les autres secteurs	3215,93	3 865,95	3 975,30	4 143,21	167,90	277,26
Passifs						
Engagements envers la banque centrale	709,49	1 165,61	1 544,69	1 644,21	99,51	478,60
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	2265,08	2 424,09	2 248,47	2 388,52	140,04	-35,58
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	1809,93	2 084,41	1 969,06	2 130,64	161,59	46,23
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	183,09	286,28	-	-	-	-286,28
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	-	263,64	285,96	22,32	285,96
Emprunts	32,71	77,40	-	-	-	-77,40
Actions et autres titres de participation	654,78	751,97	45,59	101,02	55,43	-650,96
Autres postes (net)	108,49	- 124,12	731,09	845,65	114,56	969,77

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Au deuxième trimestre 2023, les créances nettes des Institutions de dépôt sur l'Administration Centrale ont accru de 66,23 milliards FCFA pour s'établir à 399,34 milliards FCFA, suite à un accroissement des Engagements des Créances nettes des banques (+97,69 milliards FCFA) ainsi que les créances nettes de la BCEAO (+94,91 milliards FCFA).

En variation annuelle, les créances nettes des Institutions de dépôt sur l'Administration Centrale ont connu une progression de 319,67 milliards FCFA, résultant de la hausse des Créances nettes des banques de 239,14 milliards FCFA et des créances nettes de la BCEAO (+80,53 milliards FCFA)

Tableau I.9 : Situation trimestrielle des créances nettes sur l'Administration centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale						
Créances nettes de la BCEAO	-23,43	36,67	333,11	399,34	66,23	319,67
Créances	-322,01	282,25	22,29	117,20	94,91	80,53
Engagements	207,07	245,58	324,14	320,25	-3,89	38,00
Créances nettes des banques	529,08	43,00	301,85	203,05	-98,80	-42,53
Créances	298,58	1116,20	310,81	282,13	-28,68	239,14
Engagements	1078,23	1073,20	1115,59	1184,60	69,01	68,39
Créances	779,65	36,67	804,77	902,46	97,69	-170,74

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

En s'établissant à 5 744,93 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023, la Masse monétaire a progressé de 366,28 milliards FCFA par rapport au premier trimestre 2023, attribuable principalement à la hausse des dépôts transférables de 139,85 milliards FCFA. En variation annuelle, la Masse monétaire s'est améliorée de 108,99 milliards FCFA (+1,9%).

Concernant les créances intérieures nettes, elles sont ressorties à 4 551,90 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023, enregistrant ainsi une hausse de 234,26 milliards FCFA (+5,4%) en glissement trimestriel. Comparées à la même période en 2022, elles ont augmenté 597,39 milliards FCFA (+15,1%).

Tableau I.10 : Évolution trimestrielle des agrégats de monnaie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Monnaie au sens large et ses composantes						
Circulation fiduciaire	635,84	825,14	858,64	923,48	64,85	98,35
Dépôts transférables	2 568,78	2 726,06	2 550,62	2 690,47	139,85	-35,59
Masse monétaire (M1)	3 204,62	3 551,19	3 409,26	3 613,95	204,69	62,76
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 810,27	2 084,74	1 969,39	2 130,98	161,59	46,23
Masse monétaire (M2)	5 014,88	5 635,94	5 378,65	5 744,93	366,28	108,99
Contreparties de la masse monétaire						
Actifs extérieurs nets	2 512,44	2 297,10	1 657,75	1 870,30	212,55	-426,80
Créances intérieures nettes	3 200,43	3 954,52	4 317,64	4 551,90	234,26	597,39
Passifs à caractère non monétaire (2)	875,24	1 122,25	1 053,43	1 262,58	209,16	140,33
Autres postes nets (3)	-177,26	-506,57	-456,69	-585,31	-128,62	-78,74
Total des contreparties de M2 (4)	5 014,88	5 635,94	5 378,65	5 744,93	366,28	108,99

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

En s'affichant à 4 143,21 milliards FCFA à fin juin 2023, les créances sur l'économie « Crédances des banques » ont progressé de 167,90 milliards FCFA (+4,2%) en variation trimestrielle, en lien principalement avec la hausse des crédits bancaires de 163,71 milliards FCFA et de celle du Secteur privé des Crédances des banques (+87,25 milliards FCFA). En glissement annuel, elles ont progressé de 277,26 milliards FCFA (+7,2%), attribuable principalement à la hausse des crédits bancaires (+271,27 milliards FCFA) et de celle du Secteur public des Crédances des banques (+134,05 milliards FCFA).

Tableau I.11 : Évolution trimestrielle des créances sur l'économie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	An
Créances des institutions de dépôts	3 222,85	3 874,85	3 984,53	4 152,56	168,03	277,72
Créances de la BCEAO	7,92	8,90	9,23	9,36	0,13	0,46
Crédits	7,76	7,60	7,34	7,18	-0,16	-0,42
Actions et autres participations	-	-	-	-	-	-
Créances des banques	3 215,93	3 865,95	3 975,30	4 143,21	167,90	277,26
Crédit bancaire	3 207,03	3 852,89	3 960,44	4 124,16	163,71	271,27
Secteur financier non-bancaire	25,24	33,48	30,25	47,65	17,40	14,17
Secteur public	255,61	283,91	358,90	417,97	59,07	134,05
Administration locale	0,11	0,02	15,30	15,12	-0,18	15,11
Sociétés non-financières publiques	255,50	283,90	343,59	402,84	59,25	118,95
Secteur privé	2 926,18	3 535,49	3 571,29	3 658,54	87,25	123,05
Sociétés non-financières privées	1 495,54	1 920,12	1 898,84	1 947,38	48,54	27,26
Ménages et ISBLSM	1 430,64	1 615,37	1 672,46	1 711,16	38,71	95,79
Titres autres qu'actions	1,05	0,06	0,03	0,03	-	-0,03
Secteur financier non-bancaire	-	-	-	-	-	-
Secteur public	-	-	-	-	-	-
Secteur privé	1,05	0,06	0,03	0,03	-	-0,03
Actions et autres participations	7,02	3,79	3,46	3,82	0,36	0,03
Secteur financier non-bancaire	3,54	1,27	1,92	1,92	-	0,65
Secteur public	0,46	1,18	0,19	0,55	0,36	-0,64
Secteur privé	3,03	1,34	1,36	1,36	0,00	0,03

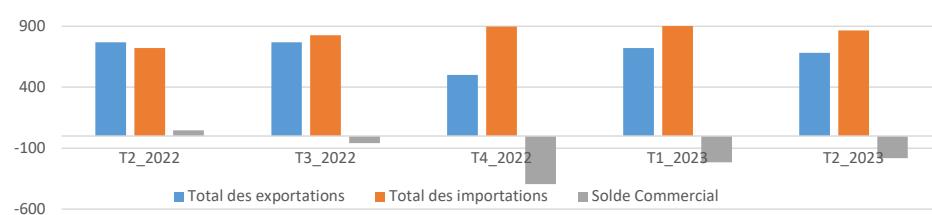
Source : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

I.6. Commerce extérieur

Au deuxième trimestre 2023, le déficit du solde du commerce extérieur du Burkina Faso s'est réduit par rapport au trimestre précédent, passant de -226,41 milliards FCFA à -182,33 milliards FCFA à, soit une amélioration de 44,08 milliards FCFA. Cette situation s'explique par une baisse des exportations de 30,67 milliards FCFA cumulée d'une hausse des importations (+13,41 milliards FCFA).

Par rapport à la même période en 2022, il ressort une aggravation du déficit de 168,59 milliards FCFA en lien avec la baisse des exportations (-116,50 milliards FCFA) suivie de la hausse des importations (+52,09 milliards FCFA).

Graphique 2 : Évolution trimestrielle des exportations, des importations et du solde commercial (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données de la DGD

Au deuxième trimestre 2023, il est ressorti une baisse des exportations de 30,67 milliards FCFA, par rapport au trimestre précédent, essentiellement due à la contraction de l'exportation du « Coton, non cardé ni peigné » (-16,66 milliards FCFA) et de l'« Or non monétaire » (-13,44 milliards FCFA). L'« or non monétaire » avec une valeur exportée de 499,54 milliards FCFA, le « Coton, non cardé ni peigné » (47,99 milliards FCFA) et les « Noix de cajou » (36,61 milliards FCFA), représentent 89,6% des exportations totales du deuxième trimestre 2023. En glissement annuel, les exportations ont baissé de 116,50 milliards FCFA.

Tableau I.12 : Évolution trimestrielle des principaux produits exportés : valeur FOB (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Total des exportations	701,51	768,72	682,89	652,22	-30,67	-116,50
Argent, sous formes mi-ouvrées	0,97	0,86	0,81	0,74	-0,07	-0,12
Autres graines et fruits oléagineux non spécifiés du 1207	0,11	0,10	0,05	0,01	-0,04	-0,10
Bovins	0,05	0,10	0,32	0,33	0,01	0,23
Coton, cardé ou peigné	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coton, non cardé ni peigné	75,02	60,87	64,65	47,99	-16,66	-12,87
Fils de coton (autres que les fils à coudre)	0,71	0,67	0,60	0,69	0,09	0,02
Graines de karité	2,99	0,43	8,58	0,38	-8,20	-0,05
Graines de sésame	2,31	7,34	12,27	6,49	-5,78	-0,85
Haricots	0,01	0,02	0,00	0,00	0,00	-0,02
Huiles de coton	0,87	1,06	0,48	0,17	-0,31	-0,89
Huiles de karité	3,83	3,95	4,44	1,38	-3,06	-2,58
Maïs	0,36	0,00	0,00	0,07	0,07	0,07
Mangues, frais ou secs	6,69	9,68	1,22	5,62	4,40	-4,06
Noix de cajou	33,07	56,94	27,11	36,61	9,51	-20,33
Or non monétaire	528,69	584,06	512,98	499,54	-13,44	-84,51
Ovins	0,03	0,11	0,04	0,20	0,16	0,08
Parties des véhicules aériens (hélicoptères, avions, etc.)	0,02	0,16	0,00	0,00	0,00	-0,16
Tomates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	2,03	2,34	4,02	2,51	-1,51	0,17
Zinc non allié et minéraux de zinc	21,50	6,42	680,04	0,00	-680,04	-6,42

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

Les principaux clients du Burkina Faso au deuxième trimestre 2023 sont la Suisse avec 431,03 milliards FCFA (63,1% des exportations totales), la Côte d'Ivoire avec 84,18 milliards FCFA (12,3%) Emirats Arabes Unis avec 71,68 milliards FCFA (10,5%) et le Mali avec 37,82 milliards FCFA (10,7%). Par rapport au trimestre précédent, les exportations vers le Mali ont baissé de 34,92 milliards FCFA, celles envers la Suisse, constituées essentiellement de « l'or non monétaire », ont baissé de 41,08 milliards FCFA tandis que celles en direction des Emirats Arabes Unis et de la Côte d'Ivoire ont augmenté respectivement de 61,85 et de 53,24 milliards FCFA. Comparé à la même période en 2022, les exportations en direction de la Suisse ont régressé de 81,11 milliards FCFA alors que celles en destination du Mali ont progressé de 15,87 milliards FCFA.

Tableau I.13 : Évolution trimestrielle des exportations par pays de destination : valeur FOB (milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Allemagne	0,87	2,47	1,09	2,33	1,23	-0,14
Canada	0,53	0,23	0,35	0,72	0,37	0,49
Chine	0,51	0,04	2,45	1,42	-1,03	1,37
Côte d'Ivoire	23,14	14,85	30,94	84,18	53,24	69,32
Danemark	2,62	0,06	5,84	0,03	-5,81	-0,03
Emirats Arabes Unis	2,97	100,24	9,82	71,68	61,85	-28,56
France	9,35	5,86	5,66	7,54	1,88	1,68
Ghana	3,99	4,63	4,77	3,47	-1,30	-1,16
Grande Bretagne	1,10	1,89	0,12	3,29	3,17	1,40
Inde	40,76	23,81	3,25	2,53	-0,71	-21,27
Japon	1,28	0,03	2,53	0,03	-2,50	0,00
Malaisie	0,71	1,18	0,81	0,02	-0,79	-1,15
Mali	10,32	21,95	72,74	37,82	-34,92	15,87
Niger	3,93	2,52	3,37	1,69	-1,67	-0,83
Pays-Bas	2,66	4,64	2,65	4,52	1,86	-0,13
Sénégal	2,05	1,88	4,99	4,38	-0,61	2,51
Singapour	26,18	40,73	16,74	14,41	-2,33	-26,32
Suisse	538,07	512,14	472,11	431,03	-41,08	-81,11
Togo	3,73	4,16	11,75	10,53	-1,22	6,37
Vietnam	0,43	0,14	0,03	2,74	2,71	2,60

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

Le « Gas-oil », le « Super carburant », le « Fuel-oil » et le « Riz » constituent les produits les plus importés avec des parts respectives de 16,3%, 11,2%, 5,4% et 3,0% de l'ensemble des importations au cours du deuxième trimestre 2023. La valeur totale des importations de marchandises s'est située à 878,62 milliards FCFA au deuxième trimestre contre 865,22 milliards FCFA au premier trimestre 2023, soit une hausse de 13,41 milliards FCFA (+1,5%). Cette hausse est essentiellement attribuable aux importations du « Fuel-oil » (+19,02 milliards FCFA), des « Insecticides, fongicides, herbicides » (+15,33 milliards FCFA) et du « Riz » (11,24 milliards FCFA).

En glissement annuel, la valeur des importations de marchandises a augmenté de 52,09 milliards FCFA (+6,3%).

Tableau I.14 : Évolution trimestrielle des importations des principaux produits mis à la consommation (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Total importations	592,07	826,53	865,22	878,62	13,41	52,09
Butanes liquéfiés	14,03	23,40	13,54	12,74	-0,80	-10,66
Cellules solaires	4,15	2,20	7,36	12,19	4,83	9,99
Ciments non pulvérisés (clinkers)	14,27	22,83	32,65	24,96	-7,69	2,13
Cyanures, oxycyanures et cyanures complexes	7,91	6,37	8,99	6,73	-2,26	0,36

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Engrais	9,13	10,04	27,60	22,05	-5,55	12,01
Froment de blé et de méteil	10,07	13,05	15,59	17,18	1,59	4,13
Fuel-oil	29,03	41,47	28,81	47,83	19,02	6,36
Gas-oil	61,10	109,16	152,70	142,96	-9,74	33,80
Huiles lubrifiantes	7,37	8,10	6,62	5,75	-0,87	-2,35
Huiles végétales	2,18	2,26	6,10	5,36	-0,74	3,10
Insecticides, fongicides, herbicides,	7,12	12,59	6,45	21,78	15,33	9,20
Machines et appareils à trier, cribler, broyer, les terres, pierres ou minéraux	3,87	9,09	6,81	5,22	-1,58	-3,87
Médicaments	31,13	29,37	27,91	25,73	-2,18	-3,64
Motocycles	9,52	9,41	7,62	10,05	2,43	0,64
Parties des machines du 8425 à 8430	7,21	5,26	4,49	3,68	-0,81	-1,58
Riz	7,08	24,30	15,13	26,37	11,24	2,07
Sucre	2,82	5,43	15,23	6,63	-8,60	1,20
Super carburant	45,22	104,07	108,08	98,24	-9,83	-5,83
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	12,07	14,55	11,29	6,83	-4,46	-7,72
Véhicules pour transport de personnes	19,31	15,81	12,71	11,84	-0,87	-3,97

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

La République Populaire de Chine reste le premier fournisseur du Burkina Faso au deuxième trimestre 2023 avec une part de 13,8% de la valeur totale des importations. Elle est suivie de la Fédération de Russie avec une part de 10,9%. La hausse des importations enregistrée au deuxième trimestre 2023 est surtout liée à celle en provenance de la Fédération de Russie, (+41,12 milliards FCFA), de l'Inde (+21,31 milliards FCFA) et de la Chine (+11,51 milliards FCFA). En glissement annuel, l'augmentation des importations est due entre autres à celle des importations des produits en provenance du Togo (+28,17 milliards FCFA), du Ghana (+19,42 milliards FCFA), de l'Inde (+17,16 milliards FCFA) et de la Belgique (+14,21 milliards FCFA).

Tableau I.15 : Évolution trimestrielle des importations de mise à la consommation par pays d'origine (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Afrique du Sud	11,75	9,22	11,19	6,31	-4,87	-2,90
Allemagne	14,28	19,53	17,14	14,21	-2,93	-5,32
Australie	4,59	8,79	7,20	4,64	-2,56	-4,15
Belgique	10,38	17,51	41,57	31,72	-9,86	14,21
Chine	71,95	113,13	109,40	120,91	11,51	7,78
Corée, République de	20,77	14,95	18,39	9,63	-8,76	-5,31
Côte d'Ivoire	55,42	85,66	93,72	89,10	-4,62	3,44
Espagne	11,86	13,72	10,43	8,63	-1,80	-5,10
Etats-Unis	47,11	43,34	30,55	24,78	-5,77	-18,56
France	51,34	81,60	70,88	66,49	-4,39	-15,11
Ghana	32,74	55,27	73,80	74,69	0,89	19,42
Inde	37,26	50,15	46,00	67,30	21,31	17,16
Italie	8,25	8,23	7,63	6,84	-0,79	-1,39
Japon	16,40	17,18	15,65	15,38	-0,27	-1,80
Mali	6,52	1,68	10,71	6,31	-4,39	4,63
Pays-Bas	10,86	25,85	21,89	31,86	9,97	6,01
Russie, Fédération de Russie	35,77	84,60	54,69	95,80	41,12	11,20
Thaïlande	3,64	4,62	4,29	1,43	-2,86	-3,19
Togo	14,65	12,58	47,85	40,75	-7,10	28,17
Turquie	10,16	15,55	16,46	12,96	-3,50	-2,59

Source : Direction Générale des Douanes, BD des statistiques douanières

I.7. Tableau des opérations financières de l'Etat

Au deuxième trimestre 2023, les recettes totales et dons mobilisés se sont affichés à 678,87 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 51,0% par rapport aux prévisions annuelles. Quant aux recettes totales, elles ont été mobilisées à hauteur de 611,67 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 50,0%. Au titre des dons, 67,21 milliards FCFA ont été mobilisés au deuxième trimestre 2023.

En glissement annuel, les recettes totales ont progressé de 98,91 milliards FCFA (+75,9%). S'agissant des dons, ils ont connu contraction de 30,93 milliards FCFA par rapport à la même période en 2022.

Tableau I.16 : Évolution trimestrielle des opérations de recettes et dons (en milliards FCFA)

	Prév LFI/LFR 2023	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Taux d'exéc. en % (fin juin 2023)	Glissement	
							Trim.	Annuel
Recettes totales	2337,54	482,60	481,82	556,46	611,67	49,97	55,20	129,85
Recettes courantes	2337,54	482,60	589,43	556,46	611,67	49,97	55,20	22,24
Recettes fiscales	2091,72	424,10	522,62	514,56	535,82	50,22	21,26	13,20
Recettes non fiscales	245,82	58,50	66,81	41,90	75,85	47,90	33,94	9,03
Recettes en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00
Dons	283,46	65,15	98,14	100,62	67,21	59,21	-33,41	-30,93
Dons projets	239,59	36,84	98,14	100,62	67,21	70,05	-33,41	-30,93
Dons programmes	43,87	28,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes totales et dons	2621,00	547,75	579,96	657,08	678,87	50,97	21,79	98,91

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin juin 2023

Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 890,03 milliards FCFA, au deuxième trimestre 2023, soit un taux d'exécution de 54,9%. Quant aux dépenses totales, elles se sont affichées à 893,15 milliards FCFA, avec un taux d'exécution de 55,0% par rapport aux prévisions annuelles.

En variation annuelle, les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 99,41 milliards FCFA (+12,6%) attribuable aussi bien à la hausse des dépenses en capital (+79,60 milliards FCFA) qu'à celle des dépenses courantes (+20,16 milliards FCFA).

Tableau I.17 : Évolution trimestrielle des opérations de dépenses totales et prêts nets (en milliards FCFA)

	Prév LFI/LFR 2022	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Taux d'exéc. en % (fin juin 2023)	Glissement	
							Trim.	An
Dépenses totales	3235,91	652,80	793,38	887,61	893,15	55,03	5,54	99,76
Dépenses courantes	2053,62	504,22	510,66	548,20	530,82	52,54	-17,38	20,16
Dépenses en capital	1182,29	148,58	282,72	339,41	362,33	59,35	22,92	79,60
Prêts nets	-10,26	-3,71	-2,77	-6,71	-3,12	95,81	3,59	-0,35
Dépenses totales et prêts nets	3225,66	649,09	790,61	880,90	890,03	54,90	9,13	99,41

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin juin 2023

Au deuxième trimestre 2023, le solde global (base engagement) se situe à -211,15 milliards FCFA, en amélioration de 12,66 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il s'est dégradé de 108,11 milliards FCFA. S'agissant du solde global hors dons (base engagement), il a enregistré une amélioration de 46,08 milliards FCFA pour s'afficher à -278,39 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023. Par rapport à la même période en 2022, ce solde s'est dégradé de 77,18 milliards FCFA.

Le solde global (base caisse) est ressorti à -146,02 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023 en détérioration de 89,63 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il s'est détérioré de 59,30 milliards FCFA. Concernant le solde global hors dons (base caisse), il

s'est établi à -213,23 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023 contre -157,01 milliards au trimestre précédent. Par rapport à la même période en 2022, ce solde s'est détérioré de 28,37 milliards FCFA.

Le financement net au deuxième trimestre 2023 a atteint un niveau de 141,98 milliards FCFA contre 56,95 milliards FCFA au trimestre précédent, soit une amélioration de 85,03 milliards FCFA en lien principalement avec la hausse du financement intérieur de 131,90 milliards FCFA. En variation annuelle, le financement net s'est amélioré de 58,22 milliards FCFA (+69,5%) due principalement à la hausse du financement intérieur net (+43,93 milliards FCFA).

Tableau I.18 : Évolution trimestrielle des soldes caractéristiques et des financements des opérations financières de l'État (en milliards FCFA)

	Prév LFI/LFR 2023	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Taux d'exéc. en % (fin juin 2023)	Glissement	
							Trim.	Annuel
Solde global (base engagement)	-604,65	-101,34	-103,04	-223,81	-211,15	71,94	12,66	-108,11
Solde global hors dons (base engagement)	-888,11	-166,49	-201,18	-324,44	-278,36	67,87	46,08	-77,18
Solde primaire de base	-198,66	-45,88	5,27	-66,09	-18,61	42,63	47,48	-23,87
Solde de base	-432,82	-97,05	-53,90	-119,95	-102,91	51,49	17,04	-49,02
Solde global base caisse	-604,65	-162,76	-86,72	-56,39	-146,02	33,48	-89,63	-59,30
Solde global base caisse hors dons	-888,11	-227,91	-184,86	-157,01	-213,23	41,69	-56,22	-28,37
Financement net	290,96	155,07	83,76	56,95	141,98	68,37	85,03	58,22
Financement extérieur	125,08	43,69	25,07	86,23	15,06	80,98	-71,17	-10,01
Financement intérieur	165,88	111,38	58,69	-29,28	102,63	44,22	131,90	43,93

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin juin 2023

(*) Données provisoires

I.8. Gestion opérationnelle de l'économie et financement du développement

La gestion de l'économie et le financement du développement est opérationnalisée à travers le programme d'investissement public (PIP) qui est l'instrument de prévision annuelle des dépenses d'investissement de l'Etat.

Tableau I.19 : Évolution sur quelques trimestres du financement des startup, de l'inclusion financière et de l'exécution du PIP

N°	Intitulé des Indicateurs	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023
1	Nombre de startup financées	19	0	nd	nd
2	Montant cumulé du financement des startups (milliards FCFA)	4,64	29,80	nd	nd
3	Taux d'inclusion financière (%)	70,10	75,40	nd	nd
4	Taux d'exécution du PIP (base liquidation) (%)	37,68	28,63	16,65	nd

Source : Rapports trimestriels de mise en œuvre des du PTA du MEFP

II. Mobilisation des ressources

Dans cette partie, les statistiques fournies permettent d'apprécier les performances en matière de mobilisation des ressources à fin juin 2023.

II.1. Mobilisation des ressources intérieures

Les recouvrements des recettes ordinaires se sont affichés à 645,81 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023, en amélioration de 59,73 milliards FCFA (+10,2%) par rapport au trimestre précédent. Rapportés aux prévisions initiales, il ressort un taux de recouvrement de 50,3% à fin juin 2023.

Comparé aux mobilisations de la même période en 2022, il ressort une augmentation de 26,80 milliards FCFA (+4,3%), due à la hausse des recettes fiscales de 17,66 milliards FCFA et celles non fiscales (+8,75 milliards FCFA).

Tableau II.1 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées (en milliards FCFA)

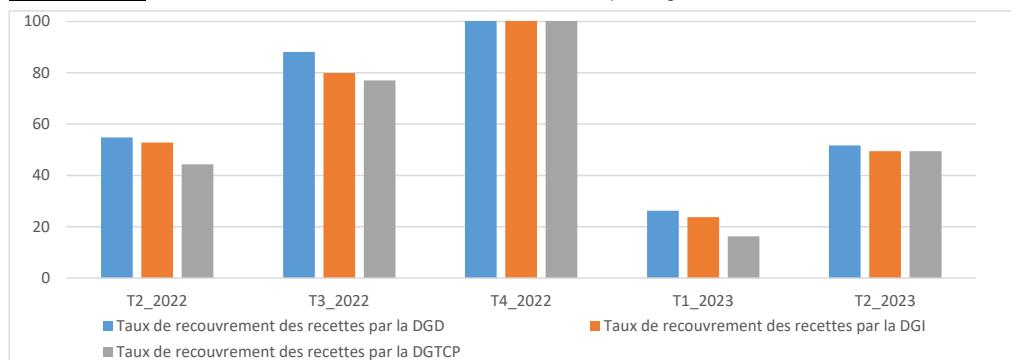
Recettes	Prév. LFI 2023	Réalisation				Cumul à fin juin 2023	Taux d'exéc en % (fin juin 2023)	Glissement	
		T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023			Trim.	An.
Total recettes ordinaires									
Recettes fiscales	2 040,02	445,70	549,35	543,92	567,02	1 110,94	50,69	23,09	17,66
Recettes non fiscales	245,89	58,50	66,97	41,92	75,72	117,63	47,84	33,80	8,75
Recettes en capital	10,26	3,71	2,69	0,24	3,08	3,33	32,42	2,84	0,39
Total Général	2 296,17	507,90	619,01	586,08	645,81	1 231,90	50,33	59,73	26,80
Recettes DGTCP									
Recettes fiscales	4,16	0,64	0,26	1,49	4,90	6,39	153,72	3,41	4,64
Recettes non fiscales	225,54	54,76	62,49	37,40	71,62	109,02	48,34	34,21	9,13
Recettes en capital	10,26	3,71	2,69	0,24	3,08	3,33	32,42	2,84	0,39
Total	239,96	59,11	65,44	39,14	79,60	118,73	49,48	40,46	14,16
Recettes DGI									
Recettes fiscales	1 279,83	288,81	322,33	303,82	329,35	633,17	49,47	25,53	7,02
Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	732,12	171,63	201,55	175,11	196,07	371,18	50,70	20,96	-5,48
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	20,47	3,98	4,66	4,91	4,58	9,49	46,36	-0,32	-0,08
Impôts sur le patrimoine	3,60	0,61	0,73	1,04	0,75	1,79	49,76	-0,30	0,02
Autres impôts directs	-	-	0,03	0,00	0,00	0,00	-	0,00	-0,03
Impôt et taxes intérieures sur les biens et services	458,57	99,31	98,55	106,75	111,54	218,30	47,60	4,79	12,99
Droits de timbre et d'enregistrement	63,57	12,91	16,44	15,56	15,43	30,99	48,75	-0,12	-1,00
Autres recettes fiscales	1,49	0,37	0,36	0,45	0,97	1,41	95,07	0,52	0,61
Recettes non fiscales	0,53	0,56	0,17	0,13	0,00	0,13	24,74	-0,13	-0,17
Total budget national	1 280,36	289,37	322,50	303,95	329,35	633,30	49,46	25,40	6,85
Impôts Locaux	42,70	5,99	7,28	8,75	11,69	20,44	47,86	2,94	4,41
Total	1 323,05	295,36	329,78	312,69	341,04	653,74	49,41	28,35	11,26
Recettes DGD									
Recettes fiscales	188,31	156,25	226,76	238,62	232,76	471,38	51,93	-5,85	6,00
Biens & services	129,22	106,49	153,53	163,06	157,26	320,32	51,67	-5,80	3,73
Import & export	52,44	44,22	65,69	68,17	68,16	136,33	53,39	-0,01	2,47
Autres recettes fiscales	6,66	5,53	7,55	7,38	7,35	14,73	45,45	-0,04	-0,20
Recettes non fiscales	3,66	3,18	4,31	4,38	4,10	8,49	42,81	-0,28	-0,21
Total	191,98	159,42	231,07	243,00	237,01	480,01	51,75	-5,99	5,94

Source : DGESS, à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP

L'analyse suivant les objectifs annuels (prévisions annuelles) des régies de recettes, il ressort des taux de mobilisation de 51,8% pour la DGD et de 49,5% pour la DGI et la DCTCP.

Rapportés aux prévisions trimestrielles, les recouvrements du premier trimestre font ressortir des taux de réalisation de 127,2% pour la DGD, 102,9% pour la DGI et 94,7% pour la DGTCP.

Graphique 3 : Évolution trimestrielle des taux de recouvrement par régie de recette



Source : DGESS à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP

Les recettes minières mobilisées au deuxième trimestre 2023 se sont établies à 106,21 milliards FCFA, soit une hausse de 26,85 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent.

Comparé à leur niveau de recouvrement de la même période en 2022, les recettes minières ont connu une régression de 9,62 milliards FCFA.

Tableau II.2 : Évolution trimestrielle des recettes minières (en milliards FCFA).

	Réalisation				Cumul à fin juin 2023	Variation	
	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023		Trim.	Annuel
DGD	15,00	24,29	26,76	22,73	49,49	-4,02	-1,56
DGI	74,22	65,48	37,75	68,62	106,37	30,87	3,14
DGTCP	24,49	26,05	14,86	14,86	29,71	0,00	-11,20
Total recettes minières	113,71	115,83	79,36	106,21	185,57	26,85	-9,62

Source : DGESS, à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP

II.2. Émissions des titres publics

Au deuxième trimestre 2023, le Trésor public a mobilisé 312,88 milliards FCFA sur une prévision trimestrielle de 333,00 milliards FCFA soit un taux de réalisation trimestriel de 94,0%.

Rapportés aux prévisions annuelles, le taux de mobilisation des titres publics se situe à 21,7%

En comparaison avec la situation à la même période en 2022, il ressort une hausse des mobilisations de 235,67 milliards FCFA.

Tableau II.3 : Situation des émissions de titres publics par la DGTCP

	Prévision 2023	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	À fin juin 2023	Glissement	
							Trim.	Annuel
Bons du Trésor								
Nombre	10	3	1	2	3	5	1	2
Montant (en milliards FCFA)	241	98,24	3,00	12,76	128,59	141,35	115,83	125,59
Obligations du Trésor								
Nombre	13	10	2	3	3	6	0	1
Montant (en milliards FCFA)	809	389,32	74,20	215,08	184,29	399,37	-30,80	110,08
Total	1 050	487,56	77,20	227,84	312,88	540,72	85,03	235,67

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

II.3. Décaissements des appuis budgétaires

Au deuxième 2023, aucun décaissement n'a été effectué au titre des appuis budgétaires.

Tableau II.4 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par source de financement (en milliards FCFA)

Source de financement	Prévision LFI/LFR 2023	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Cumul à fin juin 2023	Taux de décaissement (fin juin 2023)	Glissement	
								Trim.	Annuel
Multilatérale	84,52	55,70	0,00	48,98	0,00	48,98	57,95	-48,98	0,00
Prêts	55,00	28,01	0,00	48,98	0,00	48,98	89,05	-48,98	0,00
Dons	29,52	27,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bilatérale	14,35	0,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00
Dons	14,35	0,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total appui budgétaire	98,87	56,35	0,00	48,98	0,00	48,98	49,54	-48,98	0,00
Prêts	55,00	28,01	0,00	48,98	0,00	48,98	89,05	-48,98	0,00
Dons	43,87	28,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Direction générale de la coopération, DSPF, tableau mensuel des décaissements des appuis budgétaires

Tableau II.5 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par type et par partenaire (en milliards FCFA)

Nature des décaissements et partenaires	Prévision LFI/LFR 2023	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Taux de décaissement (fin juin 2023)	Glissement	
							Trim.	Annuel
I-Dons	43,87	28,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	3,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Danemark	1,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France	6,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Suisse	2,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Mondiale	0,00	27,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Union européenne	29,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
UEMOA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Monétaire International (FMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II-Prêts	55,00	28,01	0,00	48,98	0,00	89,05	-48,98	0,00
Banque Mondiale	55,00	28,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Africaine de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Monétaire International	0,00	0,00	0,00	48,98	0,00	0,00	-48,98	0,00
Total général	175,63	56,35	0,00	48,98	0,00	27,89	-48,98	0,00

Source : Direction générale de la coopération, DSPF, tableau mensuel des décaissements des appuis budgétaires

Au deuxième trimestre 2023, les taux de recouvrements des recettes propres par les régies sont peu appréciables. En effet, par rapport aux performances il y'a un an, il ressort que la DGI a régressé de 3,4 points de pourcentage, la DGD a régressé de 3,0 points de pourcentage. Quant à la DGTCP, elle a progressé de 5,2 points de pourcentage.

Le taux de décaissement des appuis projets s'est affiché à 49,5% au deuxième trimestre 2023, soit une baisse de 3,7 points de pourcentage par rapport à la même période en 2022.

S'agissant du taux de mobilisation des ressources au profit des collectivités, il enregistre une hausse de 10,2 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022, pour s'afficher à 47,9% à fin juin 2023.

Tableau II.6 : Évolution des taux de recouvrement⁶ des recettes (en %)

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	A fin juin. 2021	A fin juin 2022	A fin mars 2022	A fin juin 2023
1	Taux de recouvrement des recettes par la DGD	44,76	54,76	26,19	51,75
2	Taux de recouvrement des recettes par la DGI	54,47	52,83	23,71	49,41
3	Taux de recouvrement des recettes par la DGTCP	50,67	44,31	16,31	49,48
4	Taux de décaissement des appuis budgétaires	63,83	0,00	115,11	nd
5	Taux de décaissement des appuis projets	53,77	53,25	44,91	49,54
6	Taux de mobilisation des ressources au profit des CT	36,03	37,71	19,67	47,86

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP

III. Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers

La programmation budgétaire, l'exécution des dépenses, la gestion de la trésorerie, la tenue de la comptabilité publique, la gestion de la dette publique et la supervision des systèmes financiers sont aussi des missions régaliennes du MEFP dont la bonne prise en charge contribue au bon fonctionnement de l'administration publique.

III.1. Exécution des dépenses

Sur une dotation ajustée de 3 235,91 milliards FCFA en 2023, le taux global d'exécution des dépenses de l'État « base engagée visée » est ressorti à 87,3% à fin juin 2023. La répartition par nature montre que les dépenses courantes ont été exécutées à 86,1% et les dépenses en capital à 89,51% au deuxième trimestre 2023. Ainsi, au cours de ce trimestre, un montant global de 457,50 milliards FCFA de plus qu'au deuxième trimestre 2022 a été exécuté, dont 348,52 milliards FCFA provenant de l'exécution des dépenses en capital.

Tableau III.1 : Évolution trimestrielle de la situation des dépenses de l'État, engagées et visées (en milliards FCFA)

Nature de dépenses	Dotat avec projet LFI ajustée 2023	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Taux d'exéc. en % (juin 2023)	Glissement	
							Trim.	An.
Dépenses courantes	2 074,62	961,01	990,92	624,32	1162,06	86,11	537,74	171,14
Charges financières de la dette	234,16	79,51	105,48	54,16	145,83	85,41	91,66	40,35
Dépenses de personnel	1 097,18	497,89	485,52	239,17	537,62	70,80	298,46	52,10
Dépenses d'acquisition de biens et services	209,00	108,63	116,75	61,63	121,55	87,65	59,93	4,80
Dépenses de transferts courants	533,28	274,28	283,10	268,73	356,06	117,16	87,33	72,96
Dépenses en atténuation des recettes	1,00	0,7	0,08	0,64	1,00	163,84	0,36	0,92
Dépenses en capital	1 161,29	385,98	407,67	345,50	694,03	89,51	348,52	286,36
Investissements exécutés par l'Etat	1 151,29	384,75	405,16	344,80	690,24	89,90	345,44	285,07
Financement Etat	696,00	198,93	220,80	140,31	310,30	64,74	169,99	89,50
0-Etat seul	640,88	181,03	197,42	136,75	297,34	67,73	160,59	99,92
1-contre partie	55,12	17,9	23,38	3,56	12,96	29,97	9,41	-10,42
Financement extérieur	455,29	185,82	184,36	204,49	379,93	128,36	175,45	195,57
2-subvention	239,59	83,79	104,26	109,63	167,83	115,81	58,20	63,57
3-prêt	215,70	102,03	80,09	94,86	212,10	142,31	117,24	132,01
Transferts en capital	10,00	1,23	2,50	0,71	3,79	44,98	3,08	1,29
Total général	3 235,91	1 346,99	1 398,59	969,82	1 856,09	87,33	886,26	457,50

Source : Direction générale du budget, CID, SIGASPE

III.2. Gestion de la dette publique

L'encours total de la dette s'est affiché à 7 166,79 milliards FCFA à fin juin 2023. Il est dominé par sa composante intérieure qui représente 55,9%.

Par rapport au deuxième trimestre 2023, l'encours de la dette extérieure a connu une hausse de 42,17 milliards FCFA. Il s'est situé à 3 159,37 milliards FCFA contre 2 981,32 milliards FCFA une année plutôt, soit une hausse de 6,0% en glissement annuel attribuable principalement aux prêts contractés auprès des créanciers multilatéraux.

Tableau III.2 : Évolution de l'encours de la dette extérieure (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Variation	
					Trim.	Annuel
Banques commerciales	51,47	60,32	54,09	49,63	-4,46	-10,69
BANK OF CHINA	34,40	45,71	40,62	37,82	-2,80	-7,89
Nordea Bank Danmark	15,82	13,19	11,87	10,55	-1,32	-2,64
UCBA	1,25	1,28	1,27	1,27	-0,01	-0,02
CISCO (USA)		0,01	0,32	-	-0,32	-0,01
PARIBAS		0,12	-	-	-	-0,12
DEUT. BANK		0,02	0,01	-	-0,01	-0,02
Multilatéraux	2 403,71	2 627,65	2 776,88	2 823,46	46,58	195,80
Fonds monétaire international	197,98	191,52	232,32	228,11	-4,21	36,60
Association internationale pour le développement	1 175,84	1 305,93	1 342,25	1 398,97	56,72	93,04
Fonds africain de développement	353,49	359,72	364,44	367,82	3,38	8,10
Autres multilatéraux	676,40	770,49	837,86	828,55	-9,31	58,06
Bilatéraux	247,02	293,35	286,24	286,28	0,05	-7,06
Club de Paris	93,00	126,08	139,36	139,04	-0,32	12,96
Hors Club de Paris	154,02	167,27	146,87	147,24	0,37	-20,03
Total Dette extérieure	2 702,21	2 981,32	3 117,20	3 159,37	42,17	178,05

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

(*) Données provisoires

S'agissant de l'encours de la dette intérieure, il est en augmenté de 153,30 milliards FCFA (+4,0%) et se situe à 4 007,42 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023. En variation annuelle, il a augmenté de 554,02 milliards FCFA (+16,0%) expliquée par la mobilisation de fonds sur les marchés financiers et sous régional.

Tableau III.3 : Évolution de l'encours de la dette intérieure (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Institutions financières	2 824,32	3 418,51	3 646,54	3 825,02	178,48	406,51
Banque centrale	0,00	91,64	91,64	91,64	0,00	- 0,00
Bons du Trésor	340,22	323,07	33,24	149,53	116,30	- 173,54
Obligations du Trésor	2 076,99	2 420,81	2 834,49	2 940,51	106,03	519,71
Banques commerciales	407,10	582,99	687,18	643,33	- 43,85	60,34
Institutions publiques financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Institutions non financières	113,19	34,89	207,58	182,40	- 25,18	147,51
Institutions privées non financières	0,00	5,00	17,94	10,36	-7,58	5,36
Institutions publiques non financières	113,19	29,89	189,63	172,03	- 17,60	142,14
Total dette intérieure	2 937,51	3 453,40	3 854,12	4 007,42	153,30	554,02

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

Au deuxième trimestre 2023, le service de la dette totale s'est établi à 278,98 milliards FCFA, soit une baisse de 6,47 milliards FCFA (-2,3%) par rapport au premier trimestre 2023. En comparaison avec la situation au deuxième trimestre 2022, il ressort une hausse de 48,0% (+90,54 milliards FCFA).

L'analyse des composantes du service de la dette montre que par rapport au trimestre précédent, le service de la dette intérieure a enregistré une baisse de 73,77 milliards FCFA, celui de la dette extérieure ayant augmenté de 67,29 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023. En variation annuelle, le service de la dette extérieure s'est amélioré (+47,07 milliards FCFA) de même que celui de la dette intérieure (+43,47 milliards FCFA).

Toutefois, il faut noter que le service de la dette dépend des échéances fixées avec les divers créanciers.

Tableau III.4 : Évolution du service de la dette publique par catégorie en milliards FCFA

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Dette extérieure	32,24	37,45	17,22	84,52	67,29	47,07
Multilatéraux	30,58	31,41	12,17	42,62	30,44	11,21
Bilatéraux	1,65	6,04	5,05	41,90	36,85	35,86
Dette intérieure	180,53	151,00	268,24	194,47	-73,77	43,47
Institutions financières	163,58	131,94	161,03	156,95	-4,08	25,01
Institutions non financières	16,95	19,06	107,21	37,51	-69,69	18,46
Total paiements	212,77	188,45	285,46	278,98	-6,47	90,54

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, situation d'exécution du paiement de la dette, nos calculs

Comparativement au trimestre précédent, le paiement du principal de la dette extérieure a progressé de 56,95 milliards FCFA tandis que celui de la dette intérieure a baissé de 96,07 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023. Concernant le paiement des intérêts, il ressort une hausse de 22,31 milliards FCFA pour les intérêts dus sur la dette intérieure et de 10,34 milliards FCFA pour ceux liés à la dette extérieure, par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, le principal de la dette extérieure a connu une amélioration de 43,04 milliards FCFA et celui de la dette intérieure s'est amélioré de 20,86 milliards FCFA.

Tableau III.5 : Évolution du service de la dette publique (principal et charges), en milliards FCFA

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Dette extérieure	32,24	37,45	17,22	84,52	67,29	47,07
Principal	22,91	26,60	12,69	69,64	56,95	43,04
Charges	9,33	10,84	4,53	14,88	10,34	4,03
Dette intérieure	180,53	151,00	268,24	194,47	-73,77	43,47
Principal	148,12	103,73	220,66	124,58	-96,07	20,86
Charges	32,42	47,28	47,58	69,89	22,31	22,61
Total service de la dette publique	212,77	188,45	285,46	278,98	-6,47	90,54

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, situation d'exécution du paiement de la dette, nos calculs

III.3. Suivi de quelques indicateurs de résultats

Le taux d'exécution des dépenses sur la base des liquidations à fin mars 2023 se situe à 24,5% contre 43,9% à fin mars 2022, soit une amélioration de près de 2,9 points de pourcentage.

En ce qui concerne l'exécution des marchés publics, au premier trimestre 2023, tous les marchés publics ont été conclus dans le délai requis de validité des offres. On note que 9,4% des marchés ont été conclus suivant les procédures exceptionnelles contre 2,0% à fin mars 2022, pour une norme de 15% au maximum. Ce qui a eu pour effet d'augmenter la part des marchés conclus suivant les procédures de droit commun (90,7% à fin mars 2023 contre 85,5% à fin mars 2022).

Tableau III.6 : Évolution de quelques indicateurs de résultats

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	Cible 2022	A fin juin 2021	A fin juin 2022	A fin mar. 2022	A fin juin 2023
1	Taux d'exécution des dépenses (base liquidation en %)	≥90	46,71	43,92	24,46	nd
2	Délai moyen entre la liquidation et le paiement (en jours)	47	26	24 jours	5 jours	nd
3	Délai de paiement des dépenses après visa du PG (en jours)	30	30	7 jours	2 jours	nd
4	Pourcentage des marchés publics conclu dans le délai de validité des offres (en %)	>90	100	100	100	nd
5	Pourcentage des marchés publics conclus suivant les procédures exceptionnelles (en % du nombre)	<15	18,37	11,76	9,35	Nd
6	Pourcentage des marchés publics conclus suivant les procédures de droit commun (en % du nombre)	≥85	81,63	88,24	90,65	Nd
7	Flux mensuel moyen des chèques impayés (en millions FCFA)	12,00	nd	8	9,93	Nd
8	Niveau de consolidation des soldes des comptes bancaires des institutions publiques (en %)	85,00	50	25	80	nd

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP

IV. Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat

En matière de contrôle, d'audit et de sauvegarde des intérêts de l'Etat, il est attendu du MEFP, le contrôle, l'audit, la lutte contre la fraude, le faux et la corruption, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que la prévention et la gestion du contentieux de l'Etat.

IV.1 Contrôle, audit et lutte contre la fraude, le faux et la corruption

Au deuxième trimestre 2023, le nombre total de marchés publics approuvés est en augmentation de 299 marchés du essentiellement de la hausse du nombre de marchés conclus selon les modes de passation « Demande de prix » (115 marchés), « Appels d'offres ouverts » (96 marchés) et « Entente directe » (65 marchés).

En glissement annuel, il ressort une hausse de 252 marchés. Cette hausse est constatée sur l'ensemble des modes de passation de marchés.

Tableau IV.1 : Evolution trimestrielle du nombre de marchés publics approuvés selon le mode de passation

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Appels d'offres ouverts	121	60	69	165	96	105
Demandes de prix	94	56	9	124	115	68
Demande de propositions	47	14	18	42	24	28
Appels d'offres restreints	46	3	5	4	-1	1
Entente directe	42	20	5	70	65	50
Total	350	153	106	405	299	252

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, BD des marchés publics

La valeur des marchés approuvés a baissé de 23,07 milliards FCFA au deuxième trimestre.

En glissement annuel, elle a augmenté de 9,18 milliards FCFA pour s'afficher à 54,07 milliards FCFA. Cette hausse des montants est principalement attribuable à celle des « Appels d'offres ouverts » (+7,62 milliards FCFA).

Tableau IV.2 : Évolution trimestrielle des marchés publics approuvés⁷ selon le mode de passation (en milliards FCFA)

	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Appels d'offres ouverts	14,79	34,63	74,70	42,25	-32,44	7,62
Demandes de prix	1,97	1,17	0,24	1,80	1,57	0,63
Demande de propositions	6,47	3,28	1,48	5,04	,3,55	1,75
Appels d'offres restreints	28,12	1,50	0,42	0,25	-0,17	-1,25
Entente directe	4,50	4,31	0,31	4,73	4,42	0,41
Total	55,85	44,89	77,14	54,07	-23,07	9,18

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, BD des marchés publics

⁷ Les données ne prennent pas en compte les demandes de cotations, les consultations de consultants, les ententes directes accordées sur la base de l'arrêté N°2017-077/MINEFID/CAB du 13 mars 2017 portant détermination des prestations spécifiques et procédures applicables et ensemble de ses modificatifs, les contrats approuvés au niveau des EPE, structures régionales, provinciales, les autorités administratives indépendantes, maîtrise d'ouvrage délégué ainsi que les sociétés d'Etat.

Au deuxième trimestre 2023, il est enregistré une régression du taux d'exécution du plan de contrôle des régies de recettes de 69,9 points de pourcentage par rapport à la même période en 2022.

S'agissant du « nombre de marchés publics de plus de 20 millions FCFA contrôlés », 277 marchés ont fait l'objet de contrôle physique à fin juin soit une diminution de 97 marchés par rapport à la même période en 2021 à mettre en relation avec la baisse du nombre de marchés publics enregistrés en 2023 comparativement à 2022.

Tableau IV.3 : Evolution de quelques indicateurs relatifs au contrôle et audit

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	T2_2021	T2_2022	T1_2023	T2_2023
1	Nombre de marchés publics de plus de 20 millions FCFA contrôlés (nombre cumulé)	182	98	nd	nd
2	Nombre de marchés publics audités	29,67	23,72	nd	nd
3	Pourcentage des comptables publics vérifiés (en %)	21,90	21,00	nd	nd
4	Taux d'exécution du plan de contrôle des régies de recettes (en %)	0	178	nd	nd
5	Nombre de missions d'investigation sur saisine réalisées	182	98	nd	nd
6	Nombre de projets, programmes audités	29,67	23,72	nd	nd
7	Nombre de Collectivités Territoriales auditées	21,90	21,00	nd	nd
8	Nombre d'EPE, de Fonds Nationaux et de Sociétés d'Etat audités	0	178	nd	nd
9	Nombre de cartographies de risques élaborés	182	98	nd	nd

Source : Rapports trimestriels du PTA au 30 mars

IV.2 Prévention et gestion du contentieux de l'Etat

A fin mars 2023, plus de 70,2% des décisions de justice rendues sont favorables à l'Etat. En plus, 65,0% des montants réclamés à l'Etat ont été payés et, dans le cadre du recouvrement des créances contentieuses au profit de l'Etat, un taux d'exécution de plus de 47,0% a été réalisé.

Tableau IV.4 : Quelques indicateurs de sauvegarde des intérêts de l'Etat au cours de l'année 2022 (en %)

N° d'ordre	Intitulé des indicateurs	A fin sept. 2022	A fin déc. 2022	A fin mar. 2023	A fin juil. 2023
1	Pourcentage des décisions favorables à l'Etat	69,1	71,3	70,2	nd
2	Proportion des audiences assurées (Nombre total des audiences assurées sur le nombre total des audiences programmées et pour lesquelles l'AJE est avisé)	90,0	85,0	92,0	nd
3	Proportion des dossiers d'accidents de la circulation réglés (Nombre de dossiers traités sur nombre de dossiers reçus)	56,5	56,5	53,8	nd
4	Proportion (en montant) des décisions exécutées contre l'Etat (Montant total payé sur montant total réclamé)	88,0	85,0	65,0	nd
5	Proportion des créances contentieuses recouvrées au profit des démembrements de l'Etat (Montant total recouvré sur montant total des créances contentieuses prises en charge)	20,0	60,0	47,0	nd
6	Proportion des sommes recouvrées au profit de l'Etat au titre des condamnations (DL, Frais exposés non compris dans les dépens) (Montant recouvré sur montant total des condamnations définitives au titre de l'année)	0,0	nd	nd	nd
7	Proportion des créances contentieuses recouvrées au profit de l'Etat (montant effectivement recouvré sur montant à recouvrer)	18,0	80,0	118,8	nd
8	Proportion des avis juridiques donnés aux administrations publiques (Nombre des avis donnés sur le nombre de demandes d'avis reçues)	83,6	81,2	80,5	nd

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP